

CHINE

Déclaration écrite de la Chine de

CHEN Yulu

Vice-Gouverneur de la Banque populaire de Chine

à l'Assemblée annuelle virtuelle de la BERD

C'est un grand plaisir pour moi de participer à l'Assemblée annuelle de 2020 de la BERD, afin de mieux définir notre réponse commune à la COVID-19, d'étayer la confiance internationale et de défendre la subsistance des pays les plus vulnérables. J'aimerais exprimer mes sincères remerciements à l'hôte de cette assemblée, pour son travail intensif et son organisation attentive.

Depuis le début de l'année, la COVID-19 a provoqué un choc brutal qui se solde par un lourd tribut dans tous les pays du globe. L'économie mondiale, et plus particulièrement celle des pays émergents et en développement, sont exposées à un certain nombre de problèmes, comme une forte contraction de la croissance économique, la volatilité des marchés financiers et l'apathie des investissements commerciaux. Dans ces conditions défavorables, la BERD est intervenue à juste titre en mobilisant des efforts diligents et soutenus pour remédier aux difficultés internes et externes auxquelles ses pays membres étaient confrontés. En matière d'investissements,

la Banque a redoublé d'efforts, notamment en augmentant les projets dans le secteur privé et dans les petites économies, et en accordant un important soutien sous forme de financements en faveur non seulement du développement économique et social, mais aussi de la modernisation industrielle des pays d'opérations. Avec l'augmentation de ses pays membres et son expansion géographique, la BERD est parvenue à maximiser l'impact du développement.

La Chine soutient la BERD dans son ambition de renforcer son appui à ses pays d'opérations pour les aider à surmonter divers risques et problèmes. Nous encourageons la canalisation de ressources plus importantes vers des initiatives visant à lutter contre la pandémie et des projets de subsistance là où les besoins se font le plus sentir, avec un engagement accru dans le Fonds de participation (EPF). Les institutions financières chinoises ont cofinancé plus de projets et renforcé la coopération avec des marchés tiers en collaboration avec la BERD. En avril dernier, le Centre de développement des capacités Chine-FMI (CICDC) et la BERD ont organisé leur premier atelier conjoint intitulé « Durabilité holistique des infrastructures », en vue de promouvoir une coopération en termes de connectivité routière, électrique ou dans le domaine des communications.

Nous approuvons l'impulsion proposée dans le Cadre stratégique et capitalistique 2021-25 (CSC). Un financement suffisant et viable du développement est indispensable pour permettre à la BERD d'exécuter sa mission, qui est d'aider ses pays d'opérations à mener à bien des réformes structurelles, à remédier aux carences des infrastructures et à établir un équilibre entre protection environnementale et développement économique. Nous soutenons les stratégies de la Banque relatives à une transition vers une économie verte, à faibles émissions de CO₂, à la promotion de l'égalité des chances et à l'accélération de la transition numérique. La conception d'instruments de financement novateurs pour stimuler les investissements climatiques, mobiliser les apports financiers du secteur privé en faveur d'une économie faiblement carbonée et appuyer les propres efforts des pays membres pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CDN), est une priorité pour la BERD dans le cadre de ses initiatives écologiques. Nous encourageons aussi la BERD à continuer de renforcer le dialogue avec ses clients sur les politiques à mener, de veiller à la mise en œuvre effective des projets, d'améliorer l'influence transformationnelle et la compétitivité des entreprises, pour parvenir à une prospérité régionale partagée.

À cette fin, nous aimerions suggérer les approches suivantes pour l'évolution future de la BERD :

Premièrement, renforcer la coopération internationale face à la COVID-19, pour parer ensemble les chocs externes. Aucun pays n'est immunisé contre l'impact de la pandémie. Nous félicitons la BERD pour ses investissements en réponse urgente à la crise, ses opérations de restructuration de prêts et son assistance technique dans le cadre de la lutte contre la pandémie, qui ont fortement contribué à atténuer l'impact de la pandémie, à soutenir le développement économique et à rénover les infrastructures dans les pays clients. Nous soutenons les efforts continus de la Banque pour accroître la portée des investissements et canaliser les ressources vers les pays plus vulnérables, par un cofinancement diversifié, une coordination des politiques avec d'autres banques multilatérales de développement, et une mise en commun efficace des ressources, pour améliorer l'efficacité du système de financement du développement et parvenir plus tôt à un rétablissement économique.

Deuxièmement, promouvoir l'innovation dans les technologies financières et accélérer la transition numérique. La BERD cherche à concevoir des moyens innovants de favoriser la transition et de

promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise dans ses pays d'opérations. Avec le développement rapide des Fintech, il est possible de fournir des services financiers à un coût inférieur et d'en étendre l'accès à un plus grand nombre de sociétés et de particuliers. Le coronavirus est aussi un catalyseur incitant les pays à passer au marché numérique et à la finance numérique. La BERD pourrait faire un meilleur usage des avantages comparatifs des Fintech pour aider les entreprises à améliorer leur productivité, promouvoir la rénovation des structures industrielles et, par voie de conséquence, accroître la vitalité économique nationale et parvenir à un rétablissement économique. La Chine a accumulé les expériences d'un recours aux Fintech pour réduire les coûts des services financiers et encourager l'inclusion financière. Nous sommes prêts à partager ces expériences avec d'autres pays membres de la BERD.

Troisièmement, accélérer la transition vers une économie verte à faibles émissions de CO₂, intensifier la coopération dans le financement vert. Nous soutenons l'ambition de la BERD formulée dans le CSC, à savoir accorder la priorité à la transition vers une économie verte. Cette approche, qui puise dans le dynamisme de la BERD en matière de financements verts, vise à accentuer l'impact par la mise en œuvre d'un cadre opérationnel conçu pour s'aligner

sur les principes des accords climatiques internationaux, renforcer l'action au niveau des pays et des politiques et cibler des interventions thématiques. La Chine préconise et promeut le financement vert depuis des années. Les principes d'investissements verts « la Ceinture et la Route », lancés conjointement par la Chine et le Royaume-Uni, ont reçu un écho positif de la BERD. En octobre l'an dernier, la Chine s'est aussi associée à la Déclaration conjointe de l'Union européenne relative à la Plateforme internationale sur la finance durable (PIFD) et elle s'est engagée vis-à-vis du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et de ses objectifs (ODD). Dans une perspective à plus long terme, la Chine continuera de concrétiser son engagement vis-à-vis d'un développement écologique et durable, de renforcer la coopération avec d'autres parties et de promouvoir progressivement le développement coordonné de la stratégie de la BERD et de l'Accord de Paris.

Quatrièmement, innover dans les canaux d'investissement pour soutenir les PME. Actuellement, environ 84 % des projets de la BERD concernent les PME des pays d'opérations, facilitant la transition dans les régions d'Asie centrale, d'Europe orientale, du Caucase et des Balkans. L'impact de la pandémie sur les PME est

particulièrement rude et nous soutenons l'adhésion de la BERD au principe d'investissements qui mettent encore plus l'accent sur le secteur privé, en veillant à ce que, pendant la période couverte par le CSC, plus des trois quarts du volume total des investissements soient consacrés au secteur privé. Nous comptons sur la BERD pour explorer des voies de financement ouvertes du côté de l'offre, innover dans les produits financiers, proposer des politiques et un appui sous forme de liquidités à court terme, et introduire de nouvelles forces motrices pour la croissance économique à long terme des pays engagés dans leur transition.